

Mémoire : Les répercussions  
potentielles du projet de loi no 1  
pour la communauté  
d'expression anglaise du Québec

Novembre 2025; mis à jour janvier 2026



## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b> .....	2
<b>Nécessité d'un langage explicite et de directives claires</b> .....	2
<b>Impacts potentiels à court terme</b> .....	3
<b>Impacts potentiels à long terme</b> .....	4
<b>Recommandations</b> .....	5
<b>Conclusion</b> .....	5



## Introduction

Le projet de loi no 1, Loi constitutionnelle du Québec (2025), constitue une étape importante dans la définition de l'identité constitutionnelle du Québec et dans la réaffirmation de son autonomie. Bien qu'il vise à consolider le statut distinct du Québec et à renforcer le français comme langue commune, il comporte aussi des risques pour la communauté québécoise d'expression anglaise — une population qui contribue de manière significative à la richesse culturelle, à la vitalité économique et au développement régional du Québec.

Tel que rédigé, le projet de loi 1 affirme le français comme seule langue officielle et commune du Québec et confère à la province un contrôle potentiellement exclusif sur les programmes fédéraux sur son territoire. Cela comporte des risques pour les Québécois d'expression anglaise, dont le statut de minorité linguistique fédérale n'est pas reconnu au niveau provincial. Ces conséquences ne sont pas inévitables : grâce à des mesures de protection ciblées et à des pratiques administratives inclusives, le Québec peut défendre ses valeurs d'équité, de respect et de cohésion sociale tout en réduisant ces risques pour nos communautés d'expression anglaise.

## Contexte et dispositions pertinentes du projet de loi no 1

Le projet de loi no 1 propose d'établir une Constitution du Québec énonçant les principes fondamentaux de la province. Les dispositions clés comprennent :

### 1. L'affirmation du français comme seule langue officielle du Québec et langue commune de la nation québécoise.

- Partie I – Constitution du Québec
  - Article affirmant le français comme :
    - la seule langue officielle du Québec, et
    - la langue commune de la nation québécoise

### 2. L'affirmation d'un peuple distinct.

- Partie I – Constitution du Québec
  - Articles définissant :
    - la nation québécoise,
    - ses fondements démocratiques,

- l'exercice de l'autorité par les institutions du Québec

### **3. Autorité constitutionnelle confiée exclusivement à l'Assemblée nationale.**

- Partie I – Constitution du Québec
  - Articles sur la représentation démocratique et l'autorité constitutionnelle

### **4. Autonomie constitutionnelle et relations intergouvernementales.**

- Partie II – Loi sur l'autonomie constitutionnelle du Québec
  - Articles portant sur :
    - l'autorité du Québec pour définir et exercer ses pouvoirs constitutionnels
    - les relations avec le gouvernement fédéral
    - l'administration des ententes et initiatives au Québec

### **5. Investissements fédéraux et rôle du Québec comme intermédiaire**

- Partie II – Loi sur l'autonomie constitutionnelle du Québec
  - Dispositions traitant de :
    - la mise en œuvre des ententes avec le Canada
    - l'administration des programmes au Québec
    - l'exigence que l'action fédérale respecte le cadre constitutionnel du Québec

Ensemble, ces dispositions redéfinissent à la fois les relations intergouvernementales et le paysage institutionnel affectant les communautés de langue minoritaire du Québec.

## **La communauté d'expression anglaise : reconnaissance et réalité**

Les Québécois d'expression anglaise sont pleinement Québécois et reconnus du point de vue fédéral comme communauté de langue officielle en situation minoritaire en vertu de la Loi sur les langues officielles (LLO)<sup>1</sup>. Ils vivent, travaillent et contribuent dans toutes les régions du Québec.

Malgré cela, le cadre législatif québécois — incluant la Charte de la langue française, le projet de loi 96 et maintenant le projet de loi no 1 — ne reconnaît pas formellement les Québécois d’expression anglaise comme un collectif ayant des besoins distincts. Cet écart entre la reconnaissance fédérale et le silence provincial risque de laisser la communauté sans place définie dans l’architecture constitutionnelle et programmatique du Québec. Les conséquences possibles incluent une réduction de l’accès aux services, un affaiblissement de la stabilité institutionnelle et une diminution du sentiment d’appartenance.

Parallèlement, le Québec reconnaît la communauté d’expression anglaise dans la pratique par l’intermédiaire du Secrétariat aux relations avec les Québécois d’expression anglaise. Cette reconnaissance administrative contraste nettement avec l’absence de reconnaissance formelle dans le cadre constitutionnel ou législatif du Québec. Cette incohérence crée un manque d’alignement : le gouvernement investit pour soutenir les Québécois d’expression anglaise sur le plan opérationnel, mais ses lois ne reflètent pas leur statut ou leurs besoins.

Ce décalage est plus que symbolique. En centralisant l’administration des investissements fédéraux en vertu du projet de loi no 1, l’absence de reconnaissance formelle pourrait entraîner une consultation, un accès et une reddition de comptes incohérents pour les communautés d’expression anglaise — particulièrement dans les régions rurales ou éloignées.

## Conséquences juridiques et stratégiques

En vertu de la partie VII de la LLO, le gouvernement fédéral doit prendre des mesures positives pour soutenir les communautés de langue officielle en situation minoritaire<sup>ii</sup>. Si le Québec possède une compétence valide pour administrer les programmes fédéraux sur son territoire, cette coordination doit respecter les obligations fédérales et assurer un traitement équitable<sup>iii</sup>.

Sans garanties explicites, le passage exclusif de financement fédéral par l’administration québécoise pourrait réduire la transparence, limiter la

participation communautaire et affaiblir les résultats en matière de prestation de services pour les Québécois d'expression anglaise.

L'engagement du Québec envers l'équité et l'inclusion offre une base solide pour atténuer ces risques. La reconnaissance n'est pas une concession : elle confirme l'identité plurielle du Québec et renforce la confiance de toutes les communautés sous sa juridiction.

## Conséquences communautaires en l'absence de garanties

- **Responsabilité réduite** : Les organismes communautaires pourraient être moins consultés dans les décisions de financement.
- **Stabilité institutionnelle affaiblie** : Les services bilingues et la rétention du personnel pourraient devenir plus difficiles à maintenir.
- **Inégalités régionales** : Les régions rurales à faible population d'expression anglaise risquent une diminution de l'accès aux programmes.
- **Inclusion diminuée** : L'absence dans le récit constitutionnel du Québec pourrait nuire à la confiance, à l'appartenance et à la participation civique.

## Occasions pour le Québec en matière de leadership et d'inclusion

Le Québec peut s'assurer que le projet de loi no 1 renforce la cohésion sociale en incluant des garanties soutenant les Québécois d'expression anglaise tout en réaffirmant le français comme langue commune. Les mesures suivantes devraient être prioritaires :

- **Reconnaître formellement les Québécois d'expression anglaise dans le cadre constitutionnel ou législatif du Québec** : Ajouter une clause préambulaire ou interprétative reconnaissant les Québécois

d'expression anglaise comme une composante intégrale du paysage linguistique et culturel du Québec.

- **Légiférer un mécanisme de consultation** : Exiger que les ministères responsables de programmes financés par le fédéral consultent des représentants de la communauté d'expression anglaise lors de l'élaboration des critères de programme, des exigences de reddition de comptes et des outils de suivi.
- **Introduire des analyses d'impact** : Rendre obligatoires de courtes analyses sur l'accessibilité des services pour les communautés d'expression anglaise lorsque le Québec assume un contrôle exclusif sur les investissements fédéraux en vertu de Partie II.
- **Adapter les outils d'admissibilité et de reddition de comptes** : Développer des gabarits standardisés reflétant les réalités linguistiques — particulièrement pour les organismes régionaux ou de petites tailles, où la démographie influence directement les indicateurs.
- **Intégrer les considérations relatives à la communauté d'expression anglaise dans la planification des services ministériels** : S'assurer que l'accessibilité, la continuité des services et la capacité linguistique sont prises en compte dans les directives ministérielles et les plans opérationnels ou d'action.
- **Soutenir la vitalité communautaire par des investissements ciblés** : Maintenir et renforcer les fonds récurrents qui soutiennent les organismes régionaux d'expression anglaise œuvrant dans l'emploi, l'éducation, la santé, la culture et le développement communautaire.

## Conclusion

Si le Québec adopte un cadre constitutionnel, il est essentiel d'y inclure les Québécois d'expression anglaise au moyen de garanties claires, de reconnaissance, de participation et de transparence. Protéger ces droits permettra à la province de poursuivre ses priorités linguistiques tout en

maintenant sa cohésion, sa crédibilité et son équité envers l'ensemble des communautés qui contribuent à son succès.

## À propos du RDN

Fondé en 2019, le RDN croit que des communautés d'expression anglaise dynamiques sont un élément essentiel des régions du Québec.

Les 19 organismes membres du RDN travaillent dans des territoires définis, souvent confrontés à des défis socioéconomiques importants. En tant qu'organismes généralistes, ils œuvrent dans plusieurs secteurs pour soutenir les Québécois d'expression anglaise de tous âges. Le financement limité, les vastes territoires et la prestation de services aux populations isolées accentuent ces défis. Par son travail de représentation et de renforcement des capacités, le RDN outille les organismes régionaux d'expression anglaise afin qu'ils puissent mieux servir leurs communautés.

---

i Loi sur les langues officielles, L.R.C. 1985, ch. 31 (4e suppl.), art. 41.

ii Loi sur les langues officielles, art. 41(2).

iii Ibid., art. 2(b).

# Brief: The Potential Implications of Bill 1 for the English-Speaking Community in Québec

November 2025; updated January 2026



**TABLE OF CONTENTS**

**Introduction**..... 2

**Context and relevant provisions of Bill 1**..... 2

**The English-speaking community: Recognition and reality** ..... 3

**Legal and policy implications**..... 4

**Community-level consequences without safeguards** ..... 5

**Opportunities for Québec leadership and inclusion** ..... 5

**Conclusion** ..... 6

**About RDN**..... 6



## Introduction

Bill 1, the *Québec Constitution Act, 2025*, marks a major step in defining Québec's constitutional identity and reaffirming its autonomy. While its purpose is to consolidate Québec's distinct status and reinforce French as the common language, the bill also introduces risks for Québec's English-speaking minority language community—a population that contributes meaningfully to Québec's cultural richness, economic vitality, and regional development.

As drafted, Bill 1 affirms French as the sole official and common language of Québec and gives the province potential exclusive control over federal programs on its territory. This poses risks for English-speaking Québécois, whose federal minority-language status is not mirrored at the provincial level. These outcomes are not inevitable: with targeted safeguards and inclusive administrative practices, Québec can uphold its values of fairness, respect, and social cohesion while mitigating these risks to our English-speaking communities.

## Context and relevant provisions of Bill 1

Bill 1 proposes to establish a *Constitution of Québec* articulating the province's foundational principles. Key provisions include:

### 1. The affirmation of French as the sole official language of Québec and the common language of the Québec nation.

- Part I – Constitution of Québec
  - Article affirming French as:
    - the *only official language* of Québec, and
    - the *common language* of the Québec nation

### 2. The affirmation of a distinct people.

- Part I – Constitution of Québec
  - Articles defining:
    - the Québec nation,
    - its democratic foundations,

- the exercise of authority through Québec institutions

### **3. Constitutional authority vested solely in the National Assembly.**

- Part I – Constitution of Québec
  - Articles on democratic representation and constitutional authority

### **4. Constitutional autonomy and intergovernmental relations.**

- Part II – Act respecting the constitutional autonomy of Québec
  - Articles dealing with:
    - Québec’s authority to define and exercise its constitutional powers
    - relations with the federal government
    - administration of agreements and initiatives within Québec

### **5. Federal investments and Québec as intermediary**

- Part II – Act respecting the constitutional autonomy of Québec
  - Provisions addressing:
    - implementation of agreements with Canada
    - administration of programs in Québec
    - requirement that federal action respect Québec’s constitutional framework

Together, these provisions reshape both intergovernmental relations and the institutional landscape affecting Québec’s minority language communities.

## **The English-speaking community: Recognition and reality**

English-speaking Québécois are fully Québécois and are also a federally recognized official-language minority community under the *Official Languages Act* (OLA)<sup>1</sup>. They live in, work in, and contribute to every region of the province.

Despite this, Québec’s legislative framework—including the Charter of the French Language, Bill 96, and now Bill 1—does not formally acknowledge



English-speaking Québécois as a collective with distinct needs. This gap between federal recognition and provincial silence risks leaving the community without a defined place in Québec’s constitutional and program-delivery architecture. The effects could include reduced access to services, weakened institutional stability, and a diminished sense of belonging.

At the same time, Québec does recognize the English-speaking community in practice through the *Secrétariat aux relations avec les Québécois d’expression anglaise*. This administrative recognition stands in stark contrast to the absence of any formal acknowledgment in Québec’s constitutional or legislative framework. The inconsistency creates policy incoherence: the government invests in supporting English-speaking Québécois operationally, yet the laws guiding its institutions do not reflect their recognized status or needs.

This misalignment is more than symbolic. As Québec centralizes administration of federal investments under Bill 1, the lack of formal recognition could translate into inconsistent consultation, access, and accountability for English-speaking communities—especially in rural and remote regions.

## **Legal and policy implications**

Under Part VII of the OLA, the federal government must take positive measures to support official-language minority communities<sup>ii</sup>. While Québec has valid jurisdiction over the administration of federal programs within its territory, coordination must respect federal obligations and uphold equal treatment<sup>iii</sup>.

Without explicit safeguards, exclusive routing of federal funding through Québec may reduce transparency, limit community participation, and weaken service delivery outcomes for English-speaking Québécois.

Québec’s commitment to fairness and inclusion provides a strong foundation for addressing these risks proactively. Recognition is not a concession; it

affirms Québec's plural identity and strengthens confidence among all communities under its jurisdiction.

## Community-level consequences without safeguards

- **Reduced accountability:** Community organizations may face less structured consultation and involvement in funding decisions.
- **Weakened institutional stability:** Bilingual services and workforce retention may become harder to sustain.
- **Regional inequities:** Smaller and rural English-speaking regions risk reduced access to programs and resources.
- **Diminished inclusion:** Absence from Québec's constitutional narrative may undermine trust, sense of belonging, and civic participation.

## Opportunities for Québec leadership and inclusion

Québec can ensure that Bill 1 strengthens social cohesion by embedding safeguards that support English-speaking Québecers while reaffirming French as the common language. To accomplish this, the following actions should be prioritized:

- **Formally acknowledge English-speaking Québecers in Québec's constitutional or legislative framework:** Insert a preambular or interpretive clause recognizing English-speaking Québecers as an integral part of Québec's linguistic and cultural landscape.
- **Legislate a consultation mechanism:** Require ministries administering federally funded programs to consult English-speaking community representatives when developing program criteria, reporting requirements, and accountability tools.

- **Introduce impact assessments:** Mandate short assessments on service accessibility for English-speaking communities whenever Québec assumes exclusive control of federal investments under Part II.
- **Adapt program eligibility and reporting tools:** Develop standardized templates that reflect linguistic realities—particularly for small or regional organizations where population size impacts indicators.
- **Integrate English-speaking community considerations into ministry service planning:** Ensure that accessibility, service continuity, and language capacity are factored into ministry directives and operational/action plans.
- **Support community vitality through targeted investments:** Maintain and bolster recurring fund that strengthens English-speaking regional organizations working in employment, education, health, culture, and community development

## Conclusion

Should Québec move forward with a constitutional framework, it is essential that English-speaking Québécois are included through clear safeguards for recognition, participation, and transparency. Protecting these rights would help ensure that the province can pursue its linguistic priorities while maintaining cohesion, credibility, and fairness for all communities contributing to its success.

## About RDN

Founded in 2019, RDN believes that thriving English-speaking communities are an essential part of Québec's regions, contributing to the province's social, cultural, and economic fabric.

RDN's 19 member organizations operate within defined territories, often facing significant socio-economic challenges. As generalist organizations, they work across multiple sectors and jurisdictions to support vulnerable English-

speaking Québécois of all ages. Limited funding, vast geographic areas, and the complexities of serving isolated populations further compound these challenges. Through advocacy and capacity building, RDN strengthens the ability of regional English-speaking organizations to serve their communities and navigate evolving policy landscapes.

---

i Official Languages Act, R.S.C. 1985, c. 31 (4th Supp.), s. 41.

ii Official Languages Act, s. 41(2).

iii Ibid., s. 2(b).